

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Moyen-Orient & Afrique du Nord > Egypte > Economie (Egypte) > **Égypte : fausse amélioration économique, vraie crise sociale et répression**

Égypte : fausse amélioration économique, vraie crise sociale et répression

vendredi 29 juin 2018, par [AHMED Hoda](#) (Date de rédaction antérieure : 29 juin 2018).

Depuis quelques mois, les fidèles du régime égyptien et le FMI ne cessent de crier victoire : la situation économique s'améliore, des jours radieux s'annoncent.

De fait, au niveau macro-économique, la croissance du PIB a augmenté, de 3,5 % en 2015-2016 à 4,2 % en 2016-2017 avec une prévision de 4,8 % en 2017-2018. L'inflation est passée de 35 % en juillet 2017 à 12 % en juin 2018. Les réserves en devises étrangères qui avaient dramatiquement baissé couvrent actuellement 5 mois d'importation de biens et de services.

Des signes inquiétants

Le régime se flatte d'avoir permis une reprise du tourisme par sa politique sécuritaire, mais les recettes actuelles sont à peine la moitié de celles de 2010.

De plus, en septembre 2017, la Banque centrale d'Égypte a annoncé que la dette extérieure du pays était passée à 79 milliards de dollars US, soit une augmentation de 41 % par rapport à l'année précédente. L'endettement public est en augmentation, la dette publique intérieure atteignant près de 200 % du PIB et l'endettement privé s'aggrave à cause d'une loi de 2014 qui autorise la délivrance de microcrédits.

Des hausses de prix insoutenables

Pour réduire le déficit budgétaire le gouvernement cherche des recettes supplémentaires en augmentant le prix de nombreux services. Début juin, le prix de l'eau a augmenté de 45 % et le prix du ticket de métro du Caire a plus que triplé du jour au lendemain. Des émeutes avec occupation des voies ont éclaté spontanément mais ont été vite réprimées. Le deuxième jour de la fête (fin du Ramadan), c'était le tour des carburants dont le prix a augmenté de 35 à 50 %, et celui des bonbonnes de gaz de 60 %. En juillet ce sera le tour de l'électricité (26 %), des cartes grises (environ 90 %), des permis de conduire (1 400 %) et des permis de séjour des étrangers y compris des réfugiés (2 400 %) !

Un pouvoir impopulaire

La population est à bout. On entend de plus en plus de gens se plaindre de ne plus pouvoir vivre tout simplement. Le programme *Takafol wa karama* (solidarité et dignité) mis en place pour compenser la suppression des subventions ne s'applique que dans 10 gouvernorats sur 27, et il faut près de 18 mois pour être inscrit. Le pouvoir craint des émeutes, il réprime de plus en plus. Alors qu'il dit s'attaquer aux Frères musulmans et à Daech, la plupart des détenus sont des libéraux, des laïcs ou des socialistes. Un professeur de l'université de Helwan affirme que « le président Al-Sissi dirige ce pays comme un militaire qui exige que tout le monde marche en rangs serrés derrière lui. Toute parole dissidente, toute opposition est immédiatement perçue comme une atteinte à l'unité

nationale. Sa conception du pays est simple : celui qui est avec moi est un ami, celui qui est contre moi est un ennemi de l'Égypte qu'il faut abattre. Le peuple est pris en otage et se trouve désormais recroquevillé sur sa solitude et sa peur ».

L'Occident et la France complices

En Occident toutes les puissances considérant l'Égypte comme un État stable dans une région plus qu'instable ne trouvent rien à redire à cette politique répressive. La France encore moins que les autres puisque l'Égypte est son plus grand acheteur d'armes. Elle a d'ailleurs été épinglée par Amnesty International qui écrit que Paris fournit au Caire « des armes et des équipements pouvant servir à des fins de sécurité intérieure et de maintien de l'ordre, faisant d'elle un complice de la répression féroce mise en œuvre par les autorités égyptiennes ».

Hoda Ahmed

P.-S.

* Créé le Vendredi 29 juin 2018, mise à jour Vendredi 29 juin 2018, 09:28 :

<https://npa2009.org/actualite/international/egypte-fausse-amelioration-economique-vraie-repression>